n° 85 t'okup

décembre 2011 - www.squat.net/ea
Le gratuit qui ne te vend pas aux annonceurs

Occupations à Lausanne, Nyon et Neuchâtel ... *page 4*

Raie manta et la lutte du mouvement squat à Fribourg ... *page 10*

Nouvelles du Chiapas et du Honduras ... *page 6*

Agenda ... *page 8*

The Tottenham Chronicles ... *page 12*

La Ville réclame ses SDF !

Nous, le collectif de la Bourdache, occupons depuis mars le terrain et les petites maisons des anciens jardins familiaux des Prés-de-Vidy à Lausanne (cf. T'Okup 84). L'objectif était de lancer un projet de maraîchage participatif sur l'immense friche d'excellente terre, qui est destinée à un stade de foot dans le cadre du projet municipal « Métamorphose ». Entre mai et septembre, vingt à vingt-cinq paniers de légumes sont distribués chaque semaine. D'abord intransigeante, la Ville de Lausanne, confrontée à notre pugnacité, entre en négociation pour le prêt de la moitié des jardins et des constructions. Elle détruit rapidement le reste.

... suite pages 2

AGENDA-JOURNAL INTERSTICIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

PRESENTATION : Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

La Bourdache « Métamorph est menacée d'expulsion

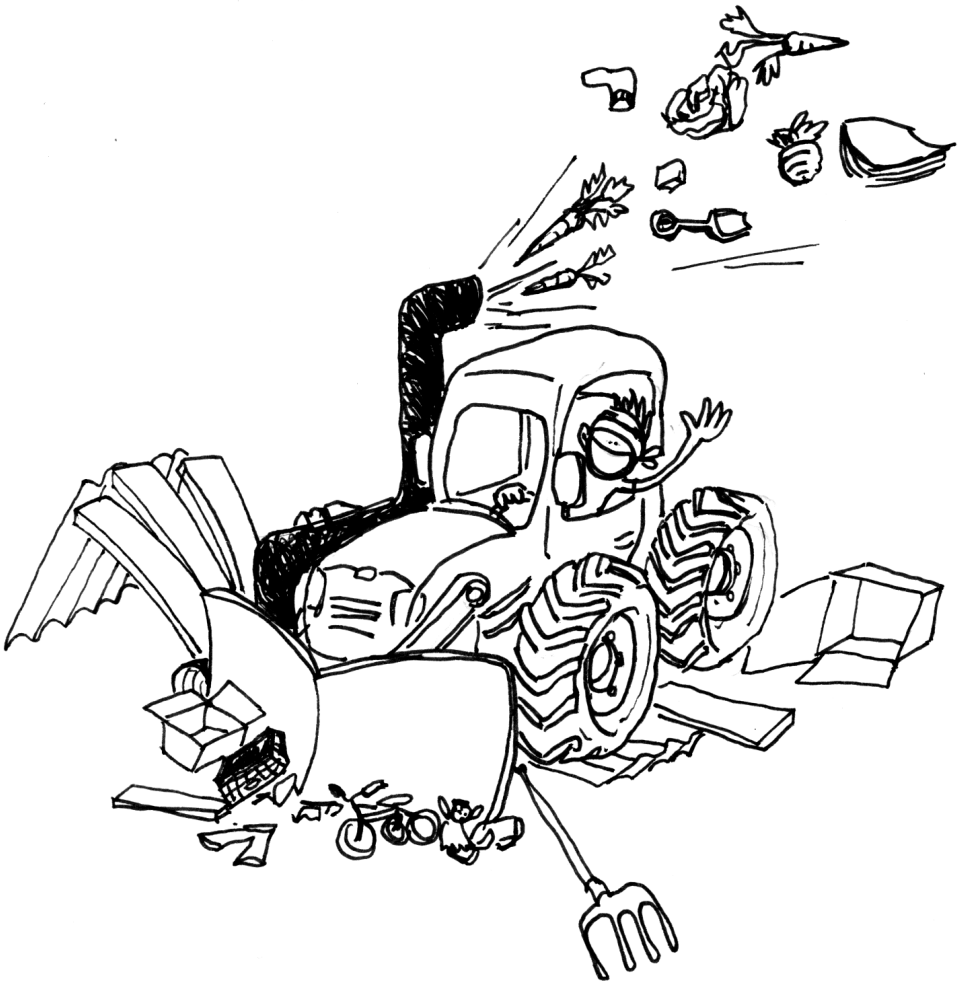
Depuis, beaucoup de choses ont évolué. En août, des Rroms harcelé·e·s chaque nuit par la police ainsi que des Sud-américain·e·s fuyant la crise en Espagne trouvent refuge dans les maisonnettes que la Bourdache a sauvées de la destruction. Très vite, nous sommes plus de cinquante personnes à cohabiter sur les trois hectares.

Après les problèmes de surproduction de radis blancs et de sauvegarde de choux plume, de nouveaux défis viennent agrémenter la vie au jardin. Les réalités de la migration, de la crise économique, de la précarité, des discriminations, de la violence étatique et raciste s'ajoutent aux réflexions sur la souveraineté alimentaire, l'urbanisation, l'autogestion et la cuisine.

L'ambiance de la communauté élargie est incroyable. En plus des ami·e·s, des voisin·e·s, des archéologues, qui effectuent des fouilles avant que le chantier du stade commence, des paysagistes, chargé·e·s d'exterminer les plantes exotiques envahissantes, et autres visites des instances officielles, le terrain réunit dans un même lieu de vie des personnes aux parcours, aux ressources et aux aspirations très différents. Elles n'ont pas choisi de vivre ensemble mais la situation les poussent à s'entraider. Dans une société où les gens sont séparés en catégories, pouvoir avoir des échanges spontanés, quotidiens, libres des contraintes et contradictions d'une activité sociale ou associative est aussi rare que précieux. Ces échanges soulèvent aussi de nombreuses questions. Comment ne pas reproduire les rapports de pouvoir ? Comment combattre le sexisme sans alimenter le racisme ? Comment réagir face à l'utilisation des objets et de l'espace sans adopter une attitude de propriétaire ? Où se trouve la limite entre solidarité et assistance ? Quelle est la légitimité de notre projet maraicher dans ce contexte de discriminations et d'extrême précarité ? Comment prendre en compte et défendre les intérêts de tout le monde ? Comment faire exister nos envies ? Etc.

De l'autre côté, les autorités de la Ville, déjà très frileuses à l'égard d'un espace de production de légumes hors contrôle, cèdent à la psychose face à la première favela de l'histoire de la capitale. L'événement, qui trouble l'uniformité du racisme ambiant, pousse la Ville à mettre au point une stratégie fascinante. Après avoir affirmé l'urgence des opérations de préparation d'un chantier qui ne verra peut-être jamais le jour, elle tente de nous faire assumer la responsabilité de l'évacuation des Rroms : un contrat de confiance maraicher contre le départ des Intouchables locaux.

Déjà bien fournies en carottes, nous ne cédons pas à celle tendue par la Municipalité et réaffirmons notre solidarité à l'égard de toutes les personnes installées sur la parcelle. Un mois après, le bâton frappe à la grille. Car à Lausanne, si on tolère la mendicité, on ne tolère pas les mendiant·e·s. Les contradictions d'une Municipalité de gauche complexée sont difficiles à assumer. Ainsi, si elle s'apprête à mettre à la rue d'un coup des dizaines de personnes pour leur propre bien, l'ouverture de l'abri PC un mois à l'avance en direct à la télé doit donner à l'ensemble une apparence un peu moins brutale. Le plan d'évacuation est finement et très discrètement échafaudé. Tellement discrètement que quand l'info s'ébruite, les autorités suspendent l'opération, prétextant que les gens des jardins n'ont pas été suffisamment bien informés de leur prochaine expulsion (!).



Depuis, la confusion règne. Tout laisse à penser, que, comme lors de l'occupation de la Déchetterie dans le quartier du Vallon à Lausanne en 2009, l'argument des normes de salubrité et de sécurité va suffire à régler l'affaire. La visite de trois officiels, soucieux que l'histoire de l'incendie de la maison de paille ne se reproduise pas (serait-ce des menaces ?) et chargés de faire un rapport sur les risques de notre installation, ne laisse que peu de doutes sur la question.

A l'heure actuelle, deux choses sont à retenir. Tout d'abord, personne sur le terrain n'a envie d'aller dans une des structures d'hébergement d'urgence proposées par la Ville. Elles sont saturées. Elles n'offrent pas d'intimité. Le nombre de places et de nuitées sont limitées. Les familles sont séparées. Il n'est pas possible d'y rester la journée ou d'y laisser ses affaires.

Nous avons notre propre structure d'hébergement qui vaut tous leurs espaces de confinement et de contrôle. Nous sommes prêt·e·s à la défendre.

Enfin, la volonté de la Municipalité de ne faire pousser que du béton aux Prés-de-Vidy ne s'est pas réalisée. Même si la logique du progrès et du profit s'impose, cette expérience aura existé. Les graines ont été semées. En laissant le terrain des anciens jardins familiaux en friche, les autorités ont négligé un espace que nous nous sommes approprié. Dans cette société qui nous opprime, des brèches existent encore et l'autonomie et la solidarité ne sont pas mortes.

La Bourdache, le 15 novembre 2011

osée »

DERNIÈRES NOUVELLES, MESURES PROVISIONNELLES

Petit matin au jardin. Quelques huissiers font la tournée des cabanons, distribuent à chacun·e une convocation. Les habitant·e·s des jardins sont cité·e·s à comparaître en fin de semaine suite à la plainte civile déposée par la ville de Lausanne.

L'avocat engagé par la ville a produit un réquisitoire infantilisant et raciste, qui s'attaque tout particulièrement à la communauté rrom.

Affaire à suivre...

FASCISTES INCENDIAIRES

L'Antishop, magasin punk, rock et goth des Pâquis à Genève a été attaqué au cocktail molotov dans la nuit du 18 au 19 novembre.

L'essentiel du stock est détruit et l'arcade bien amochée. Il n'est pas très difficile de voir d'où vient l'attaque... Affaire à suivre.

A Lausanne, ville Verte, on trie pet et alu. On pourra bientôt trier les pauvres grâce aux containers à pauvres

La Bourdache et OpreRom étaient invités par la Municipalité ce 21 novembre à discuter de la situation. Témoignage d'une membre de la Bourdache recueilli à la sortie de la réunion :

– GILBERT : Comment s'est déroulé la rencontre ?
– ZOÉ : Une fois de plus les autorités démontrent leur capacité à faire taire les pauvres, à étouffer dans l'oeuf toute tentative d'autonomie et de solidarité, à éviter de véritables transformations dans ce monde de brutes. Ce soir, la Municipalité de Lausanne donnait enfin suite à la demande de la Bourdache et de l'association Opre Rom d'une rencontre tripartite visant à thématiser la situation des personnes qui logent sur le terrain des anciens jardins familiaux. Pas de surprise, il ne s'agissait évidemment pas d'instaurer un dialogue mais d'informer les occupant·e·s de leur évacuation. Brélaz, Français et Junod se soustraient à tout débat, ne parlant qu'en termes de propriétaire. Ils auraient commis l'erreur de ne pas avoir détruit les cabanons de jardin plus tôt. Comme des gens respectables, ils disent assumer cet erreur-là et proposent d'installer des porta-cabines où les personnes concernées peuvent passer l'hiver. En échange de ne pas résister à l'évacuation on aura le droit de participer à la mise en place de cette « alternative ».
– GILBERT : Mais n'est-ce pas là un pas de la Municipalité dans votre sens ?
– ZOÉ : Laisser le choix entre la menace d'une intervention policière et des containers chauffés, voilà surtout une manière de faire disparaître les gens les plus précarisés et discriminés. A la fin de l'hiver tout retournera à la « normale ». Les structures d'hébergement d'urgence étant saturées et trop contraignantes, de nombreuses personnes retourneront dormir dans la rue, ce qui n'améliora en rien leur situation de mendiant-e-s ou de main-d'oeuvre flexible et mal-payée. Elles seront à nouveau invisibilisées et coupées de tout échange solidaire comme il a été cultivé cet été avec la Bourdache. A voir si la Municipalité va vraiment gagner cette partie.
– GILBERT : Vous ne tirez rien de positif de cette rencontre ?
– ZOÉ : La proposition des porta-cabines est aussi un aveu de faiblesse. La Municipalité a annulé l'opération d'évacuation, qui était bien prévue pour la semaine passée, car elle aurait perdu la face. C'est grâce à l'occupation initiale de la Bourdache et à l'organisation commune des habitant·e·s des jardins que les autorités doivent admettre que ces gens existent et donc leur proposer une alternative à la rue. La Ville a dû affiner sa stratégie d'intimidation. En tout cas pour cet hiver, elle ne peut pas laisser les habitant·e·s des jardins dans la rue et les harceler comme elle l'aurait fait s'il n'y avait pas eu une mobilisation com mune dans les anciens jardins familiaux.
– GILBERT : Et quelle est la situation de la Bourdache ?
– ZOÉ : Contrairement à l'habitation, la culture de légumes est tolérée par la Ville. Toutefois, ça dérange que la Bourdache, le gentil projet de maraichage, ait élargi son action à la lutte autour du logement et de la migration. Encore ce soir, Junod rappelait qu'ils ne discuteront pas avec nous de la situation des Rroms à Lausanne. Or, il faut surtout que les gens créent des alliances. Nous nous attaquons au mépris des autorités lausannoises face aux problèmes des gens qui vivent dans les jardins comme nous nous attaquons à l'indifférence d'un monde bétonné. Le fait est que finalement notre occupation représente un début de solution qui a permis à des personnes d'auto-gérer un minimum leur vie quotidienne comme elle nous a permis d'expérimenter le maraichage à notre échelle.
– GILBERT : Et ces prochains jours ?
– ZOÉ : Pour ce qui est de la suite, on nous accorde à peine quelques jours pour communiquer à la Municipalité si nous entrons en matière sur leur proposition de porta-cabines. Elle nous communiquera les détails, à savoir le nombre de containers mis à disposition et leur emplacement, seulement si nous acceptons l'accord. Quel bel exemple de négociation !

BERNARD NICOD OU TOUT LE MONDE NE GAGNE PAS EN SAGESSE AVEC L'ÂGE

Interviewé sur la RTS dans un reportage sur les affres du pouvoir (émission du 26 octobre 2011), le ponte de l'immobilier vaudois, ancien officier de renseignement, grand admirateur de Charles de Gaulle et on en passe et des meilleures, récidive avec la finesse qui le caractérise (voir p.ex. : Mobilisations contre le sommet du G8 d'Evian, Recueil de citations, éd. Ku-TOP, 2004, pp. 6 et 12).

Cette fois-ci, il fait référence à la Chine comme méthode de management efficace (comme quoi les capitalistes mangent vraiment à tous les rateliers) et croit savoir que « c'est inné d'être propriétaire », non sans avoir précédemment critiqué « la parapsychologie qui traine dans la démocratie molle dans laquelle nous vivons ». On n'est plus à une contradiction près...

Un rebut de la société

SQUAT - LA VILLE EST À NOUS

Documentaire de Christophe Coello, France, 2011, 94 min.)

Dans la lignée d'« Attention danger travail » ou « Volem rien foutre al país », un film qui suit le collectif barcelonais Miles de Viviendas. À voir de préférence entre initié·e·s du fait de sa contextualisation quasi inexistante. Contraste bienvenu de la Barcelone-destination-du-weekend-easyjet, le film a le mérite de suivre ce groupe de squatteureuses politisé·e·s sur une assez longue période (5 ans) et de donner une grande place aux débats collectifs, quoiqu'un certain malaise se dégage devant quelques propos que l'on évite habituellement de tenir à visage découvert devant une caméra.

Beaucoup de caméra à l'épaule, qui donne l'ambiance des occupations, des charges de police et d'autres actions (théâtres de rue, occupations de services communaux, action pour les transports gratuits). Des scènes parfois surréalistes (dans les premières scènes, on voit au plus fort de l'action une jeune femme qui hurle « on est en train d'ouvrir un squat! » dans son téléphone portable). Quelques citations à retenir, p.ex. « Le pauvre qui est honnête est pire que le riche qui vole » (Buñuel).

Entre les pinces Monseigneur et le pied de biche dissimulé dans un étui à violon, rien de très nouveau sous les tropiques, si ce n'est de beaux exemples de jonction réussie avec des luttes de quartiers (certes plus faciles à réaliser quand le voisinage est lui-même menacé d'expulsion par les promoteurs immobiliers).

Un peu de déception aussi devant un film qui se présente comme militant, mais dont les liens du site officiel ignorent superbement des sites comme www.squat.net, pour ne citer que des groupes tels la Ligue de droits de l'homme ou Droit au logement.

Restent la démonstration de la force de l'action collective, malgré le constat amer pour la mouvance de n'avoir pu empêcher la réappropriation de l'espace public par l'État et l'instauration d'une démocrature sécuritaire. La satisfaction d'avoir pu mener quelques luttes qui semblaient impossibles au départ. Des réflexions sur la peur qui nous maintient dans le rang et un regard critique face à l'instrumentalisation des luttes dans les récentes occupations de places par les « indigné·e·s ».

Deux nouvelles occupat

Ouverture d'un squat, 63 avenue de France

Ce texte ne parle pas de spéculation immobilière, ni de crise du logement. Non pas parce que ces sujets ne nous intéressent pas… nous le feront à d'autres occasions, mais simplement car ce texte s'adresse à des gens qui ont déjà en tête ces problématiques. Et voilà, nous l'avons fait : nous avons occupé ! et maintenant ? voici les questions que nous avons envie d'aborder !

Tous les matins le réveil à 7 heures, vite un café, sortir, et t'es déjà en retard. Coincé dans le trafic ou dans le métro. T'arrives au boulot, t'es heureux, depuis une semaine t'as obtenu une promotion, maintenant c'est à toi de chier sur les employés qui arrivent en retard !

Il est 4 heures de l'aprèm', il faut encore terminer de nettoyer les chiottes, aller chercher les enfants à l'école, préparer la bouffe. T'en as marre. T'as pris une décision, ton mari a obtenu une promotion, tu ne seras plus la cendrillon de la maison, il y en aura une autre : vous allez engager une femme de ménage ! Tu seras libre... tu auras finalement, toi aussi, le droit de faire carrière.

Il faut sortir... sortir de cette routine, de ces parcours de vie, toujours les mêmes, de ces rôles déjà établis.

Le 20 octobre nous avons occupé une chouette maison à Lausanne ! La décision de squatter est une façon de refuser les logiques de cette société, de créer des espaces libres où expérimenter et développer d'autres possibilités de vivre et de socialiser. Occuper permet de créer les occasions de se donner de la force en luttant ensemble, c'est en soi un acte de lutte.

Nous avons des projets pratiques : un infokiosque, un atelier informatique et un atelier vélo. Comme lorsqu'on part en voyage, on a souvent des destinations pour les premiers mois, des lieux qu'on rêve de voir, des potes qu'on veut croiser. Pourtant, la grande émotion c'est les imprévus, d'être inspiré·e·s par des situations, des rencontres. Même chose pour un squat. L'idée c'est d'ouvrir une maison pour permettre, jour après jour, la réalisation de différents projets selon nos envies, nos motivations, nos rêves... un glacier artisanal ?

Nous en sommes à notre premier voyage, nous ne savons pas à quoi nous allons faire face. La peur d'avoir oublié quelque chose d'important ; l'émotion et l'envie qui la dépassent.

Neuchâtel : occupation de la Joliette !

Le collectif Ortica vous annonce l'ouverture de leur nouvelle maison à Neuchâtel.

Depuis le 15 novembre, le collectif Ortica retrousse ses manches, soigne, entretient, nettoie la belle bâtisse centenaire de la Joliette, rue des Parcs 75, témoignant par ces menus travaux de sa bienveillance à l'égard du patrimoine que cette maison représente (deuxième maison à avoir été construite dans le quartier).

Habiter une maison vide depuis des années pour laquelle aucun projet n'est en vue, la respecter, y œuvrer à plusieurs, dans la motivation et la joie d'inventer ; se tailler une part de possible dans la peau de chagrin qui voudrait nous servir d'horizon ?

N'est-ce pas une alternative au désarroi et à l'inertie ? N'y a-t-il pas d'autres chemins que d'augmenter les effectifs des services sociaux ? Autant de questions que nous nous posons et qui valent la peine de susciter le débat.

Le Collectif Ortica est composé de 9 personnes, issues des milieux culturels et artisanaux de la région, qui se regroupent dans le but d'habiter ensemble, d'échanger leurs connaissances et leurs points de vue, de mettre sur pied des ateliers où chacun·e trouve la place de créer, de vivre, d'échanger.

Nous nouons depuis bientôt deux semaines des liens vivants avec nos voisin·e·s du quartier, qui quotidiennement nous font des témoignages de sympathie et de soutien, nous posent des questions et s'interrogent sur le sens de notre action.

La propriétaire mécontente (domiciliée à Genève) s'est montrée réticente à toute forme de communication, et cela malgré les multiples tentatives du collectif. Elle a déposé une plainte civile et demande l'expulsion des personnes qui occupent sa demeure (vide depuis 2008), en motivant des dangers possibles causés par l'eau, l'électricité ainsi que par la chaudière (!!!).

Peu importe, nous avons mis en route l'électricité, relancé la chaudière à mazout et nous vous invitons à passer nous rendre visite, échanger des idées, boire un coup et nous soutenir !

Journée portes ouvertes le dimanche 4 décembre, brunch dès 10h00, venez nombreux·ses !

Le collectif Ortica

ions à Lausanne

Peu importent les projets qui se concrétiseront entre ces murs, nous voulons les réaliser sur des bases communes, comme par exemple...

Nous préférons l'échange des savoirs à la spécialisation. Facile à dire, plus difficile à concrétiser, l'occupation nous donne l'opportunité de le concrétiser effectivement. Nous voulons expérimenter d'autres manières de vivre nos problèmes, nos émotions. Nous ne voulons pas reproduire la distinction entre affaires privées et publiques qui sert seulement à repousser ou cacher les problèmes. Comment pouvoir penser que nos sentiments et nos émotions n'ont pas de poids sur la collectivité alors que nous allons créer un espace de vie collective et politique en lutte ?

Nous allons transformer l'espace selon nos besoins et nos envies. Quel bonheur de décider d'avoir des chambres privées ou pas, de créer des espaces grands, petits, ouverts ou fermés, de les changer quand nous avons envie de le faire.

Cette maison n'est pas seulement à nous. Ses occupant·e·s souhaitent qu'elle soit un lieu de rencontres, ouvert vers les ami·e·s, les voisin·e·s, les gens qui passent. Nous vous invitons donc à venir chez nous, passer quelques moments à discuter, proposer des activités, des projets, des critiques, des luttes.

Nos rêves ne se limitent pas à cette baraque, nous ne voulons pas nous contenter d'un archipel de squats idylliques dans une mer polluée. Nous avons envie de monter sur des navires pour pirater ce monde !

Comme d'autres l'ont fait avant nous, comme d'autres le feront, comme d'autres encore sont en train de le faire en même temps...

Solidarité intersquat !

Le Collectif La Grêle

UN SQUAT A RUCHONNET APRÈS LE DÉPART DE L'ALJF

Depuis le samedi 19 novembre, les murs de la maison aux volets bleus de l'avenue Louis Ruchonnet 36, à Lausanne, ont repris vie ! La transformation graduelle des jolies maisons du centre en cages de verre et de béton pour y stocker la population bourgeoise grandissante nous dégoûte.

En effet, les projets des futurs nouveaux acquéreurs font peur à voir : une surface commerciale avec parking et appartements destinés aux gens de la caste supérieure... La mise à l'enquête n'étant pas terminée, il est encore temps de faire machine arrière pour stopper ce projet toxique.

Le collectif Turbo-Mongol vous invite à venir chanter Dalida sous ses fenêtres, et a pour projet la création de divers ateliers et activités turbo-chouettes à vous faire découvrir.

N'hésitez pas a amener du sirop aux baies des bois.

Collectif Turbo Mongol

LA COLLECTION D'AFFICHES DU CIRA EN VUE

Une collection de 3000 affiches est désormais numérisée, cataloguée et accessible dans le catalogue en ligne du CIRA (Centre International de Recherche sur l'Anarchisme). On y trouve notamment une belle mémoire des activités de l'Espace autogéré de Lausanne : merci aux collectionneureuses, au photographe, aux géomètres !

Pour visionner les affiches, il faut ouvrir sur internet le catalogue du CIRA (www.cira.ch/catalogue), choisir dans les types de documents « document graphique à deux dimensions » et ajouter éventuellement un mot dans le champ de recherche (par défaut, toutes les affiches devraient apparaître) ; il suffit ensuite d'ouvrir le document en cliquant sur le + à gauche du titre. Les vignettes sont en faible définition et ne peuvent pas être agrandies, mais nous pouvons fournir sur demande des reproductions en haute définition.

Le catalogage est encore incomplet. Nous comptons sur les lectrices pour nous fournir des informations complémentaires, dates, lieux, auteurs… Il reste encore environ 300 affiches à photographier, à ranger dans des fourres adéquates puis à cataloguer ; les photos doivent aussi être légèrement recadrées. Les coups de mains sont donc les bienvenus !

La bibliothèque du CIRA est ouverte du mardi au vendredi de 16 à 19H, ou à tout autre moment sur rendez-vous, à l'avenue de Beaumont 24 à Lausanne (www.cira.ch). Bienvenue !

Nyon : Rascass se casse !

Communiqué du 18 novembre du collectif Rascass, qui occupait une maisonnette rétro au charme bucolique, chemin de Bourgogne 8, à Nyon, depuis quelques jours.

Journée mouvementée pour le collectif Rascass. Nous passions le temps tranquillement entre lecture au bord de la fenêtre dans un rayon de soleil et discutaille avec les gentils voisins qui passaient, mais la ville ayant décrété notre expulsion IMMEDIATE et non négociable, nous avons eu le déplaisir de devoir supporter durant un après-midi entier une meute de flics cokés (vrai) grinçant des mâchoires et tournant en rond comme des vautours autour de la maison sans arriver à rentrer.

Il serait trop long de raconter en détail en quoi leur compagnie fut si désagréable (hurlements hystériques, remarques et moqueries racistes, paternalisme méprisant, menaces avec des bouts de bois ramassés par terre...).

Selon ce beau monde, nous ne pouvions pas rester dans cette maison car elle est tour à tour insalubre, destinée à loger des familles, puis vouée à la destruction. Pas de souci au niveau cohérence.

S'en est suivie la visite de la députée libérale Elizabeth Ruey-Ray qui, drapée d'autosatisfaction depuis sa situation confortable, nous livrait son appréciation personnelle : jeune et sans logement, comparé à d'autres cas, ce n'est pas si grave que ça, « vous pouvez toujours dormir chez des amis non ? ». Outrée par le « système des squatteurs » (sic !), l'élue nous fait cadeau de quelques perles rares, notamment que manifester notre désaccord à la décision de la Ville serait « violent » et que la cause des squats est à rechercher dans la « déresponsibilisation de nos parents ». La volonté de dialoguer était si forte qu'elle nous a ému·e·s : « sortez dans cinq minutes sinon je lâche mes hommes ».

Le résultat est que cinq minutes plus tard, les cokés en bleu, enhardis par un après-midi entier à se les cailler devant notre maison et rongeant leur frein en rêvant au moment où ils pourraient enfin nous mettre une raclée, se sont empressés de défoncer la porte comme une troupe de chiens frustrés, pour trouver un bâtiment... vide. Surprise ! Les rascass, poissons rusés et discrets, nageaient déjà, libres, vers des eaux plus clémentes.

Mais la mer est grande et le temps est avare : see you soon !

Merci et bisous mouillés aux personnes qui sont venues nous soutenir.

Collectif Rascass

Mobilisation contre la militarisation, la répression et l'occupation au Honduras. La situation à Bajo Aguan

Du 29 septembre au 3 octobre 2011 s'est déroulée, en pleine zone militaire, une rencontre contre la militarisation, regroupant des centaines de militant·e·s dans le district de Bajo Aguan où les paysan·ne·s se mobilisent pour l'accès à la terre. En réponse à leur demande de réforme agraire, il·elle·s reçoivent depuis 2 ans la répression la plus brutale, avec des enlèvements, des détentions, des tortures et des assassinats de la part de la police, de l'armée et des gardes de sécurité.

La commission interaméricaine des droits humains y a relevé 42 assassinats de membres d'organisations paysannes entre septembre 2009 et octobre 2011, mais aussi des persécutions, intimidations et menaces contre les 3500 familles en lutte pour leur droit à la terre et à l'alimentation. Plus de 160 procès touchent des paysan·ne·s, et des villages entiers ainsi que des cultures ont été détruits, leurs habitant·e·s délogé·e·s. Cette région est devenue une grande monoculture d'huile de palme, dans les mains de quelques propriétaires terriens.

Malgré la répression, cette rencontre a débouché, entre autre, sur un observatoire permanent des droits humains, pour archiver et dénoncer à la communauté internationales les violations systématiques des droits humains au Honduras.

Au Honduras, plus de 600'000 familles sont des paysan·ne·s sans terre, et le gouvernement, loin de réfléchir à une politique agraire cohérente, finance des opérations militaires prétendûment pour lutter contre le narcotraffic, bien sûr avec le soutien logistique et financier des EU. Les Etats-Unis ont implanté deux nouvelles zones militaires, toujours dans ce grand souci de lutte contre la drogue et pour pacifier le pays !

Hypocritement, l'armée et la police sont connues pour leurs liens avec le narcotrafic et le crime organisé !

Alors que la violence et les meurtres continuent et se sont même intensifiés depuis la rencontre contre la militarisation au Bajo Aguan,le président assure que le processus de pacification avance, ce qui lui a permis de réintégrer l'Organisation des Etats d'Amérique (OEA) et d'autres instances internationales.

Pour un pillage massif du territoire

Depuis la mise en place de la « zone de développement » centre-américaine, le Honduras est une terre sacrifiée aux monocultures, à la production d'électricité – 74 projets de centrales hydrauliques en mains privées, répondant aux besoins énergétiques des entreprises transnationales, validées sans aucun accords des populations concernées. L'exploitation minière s'étend, polluant les sols, détournant des terres arables et exploitant une main-d'oeuvre à bon marché.

Les mégaprojets touristiques se construisent le long des côtes, délogeant les villageois pour laisser champs-libre aux hôtels de luxe.

La criminalisaton des mouvements sociaux sous couvert de lutte contre la drogue et leur répression est une recette bien trop connue sur ce morceau de terre.

NOUS DÉCLARONS NOTRE SOLIDARITÉ MILITANTE AVEC LES PAYSAN·NE·S DU BAJO AGUAN ET LES PEUPLES EN LUTTE DU HONDURAS !

Nouvelles du Chi

Des luttes en prise avec la terreur et la r

De retour d'un voyage récent au Mexique et en Amérique centrale où elle a retrouvé des organisations et des militant·e·s, une copine avait envie de partager ses réflexions. Nous l'avons réalisé en petit groupe de discussion, ce qui a permis déjà de collectiviser une expérience personnelle. Suite à cela, l'idée était d'écrire quelque chose pour diffuser de l'info, d'où ces articles, mais aussi de reconstituer peut-être un réseau de gens qui ont envie de suivre des luttes et résistances en Amérique centrale et du Sud. Pas n'importe quelles luttes, mais celles avec lesquelles nous nous reconnaissons par
antipatriarcales et
des partis, des org
des ONG qui de p
mouvements en «
de la coopération.
parte de notre loc
celles de là-bas, et
soutenir la lutte p

Qui entend encore parler du Chiapas auj

Peut-être quelques touristes qui découvrent avec bonheur que ce qui était récemment l'œil du cyclone d'une guerre de basse intensité s'est convertie en zone « d'éco-ethno-tourisme » et que les jolies rues piétonnes – en réalité quelques rues du centre-ville – de San Cristóbal de Las Casas[1] ressemblent désormais à s'y méprendre à un quartier bobo plus ou moins chic ou plus ou moins alterno d'une ville européenne. L'un des noyaux de ce que moult académicien·ne·s ont appelé dans les années 1990 les « nouveaux mouvements sociaux », ce qui a été plus fondamentalement pour certain·e·s d'entre nous un moment fort de relance des luttes de solidarité internationale sur un mode décentralisé et non autoritaire, anticapitaliste et antimondialisation – et non pas altermondialiste ! – est devenu un nouveau pôle touristique.

Mais que deviennent les mouvements ?

Aujourd'hui les bases du mouvement zapatiste, fort affaibli par bientôt 20 ans de répression systématique et 40 ans d'offensive néolibérale et démantèlement des quelques droits agraires (issus de la Révolution mexicaine de 1910 et des luttes des années 1970), continuent néanmoins par le biais de leurs « municipalités autonomes » de construire la résistance concrète au quotidien, en matière de santé, d'éducation, d'agriculture, de système politique et de justice. Certaines bases du mouvement sont toutefois sorties de l'EZLN pour initier d'autres formes de résistances différentes du fonctionnement militaire, plus horizontales et autogestionnaires, mais avec les mêmes revendications d'autonomie, de droits sociaux et politiques. Camino del Viento par exemple est une organisation paysanne indigène implantée dans la région des Cañadas (vallons) du Chiapas, composée notamment d'anciennes bases de l'EZLN et qui à travers la récupération de terres et l'organisation autogestionnaire du travail agricole se bat pour la souveraineté alimentaire.

Les luttes des femmes continuent également, notamment celles des femmes indigènes (zapatistes ou non) dans les communautés paysannes, pour l'accès à la terre, à l'éducation, à la santé, mais aussi contre la violence masculine et pour le
mie en tant que femmes. L'organis
avec qui nous sommes en contact
ans contre l'exploitation agraire
femmes indigènes et auto-gère colle
d'accueil pour femmes victimes de
village de la région frontière (avec l
les zones urbaines, divers mouve
(indigènes et métisses) comme le M
diente de mujeres (MIM), le Centro
mujer (CDM), la section locale de l
des femmes, le collectif féministe C
lesbien autonome Lesbrujas, se m
ment contre les violences faites a
les féminicides[3] et contre la militari
mouvements organisèrent des ma
depuis la frontière nord (Ciudad Juá
tière sud au Chiapas pour dénoncer
cide et l'impunité. Le 25 novemb

iapas et du Honduras

misère

rce qu'elles sont autogestionnaires, antiautoritaires, t anticapitalistes, locales et radicales, autonomes ganisations centralisées, des syndicats mais aussi lus en plus gagnent du terrain et convertissent les « projets » d'assistance sous contrôle des agences . Nous réfléchissons au contraire à une action qui alité et autonomie à nous, qui tisse des ponts avec t imagine une solidarité concrète, par exemple pour pour la souveraineté alimentaire, mais aussi déjà, au moins, pour échanger et faire circuler des infos. Ce texte est une première base modeste d'information et d'analyse. Nous espérons ensuite approfondir la réflexion et continuer de suivre un peu la situation là-bas. Sur le plan de la solidarité militante, nous réfléchissons dans l'immédiat à soutenir peut-être l'acquisition de terres pour une organisation de femmes paysannes au Chiapas. Au Honduras, nous sommes en contact avec le Copinh, et le collectif italien de soutien Cica, qui organisent des campements d'observateur·trice·s contre la répression (voir les liens en fin d'article).

ourd'hui ?

ur propre autono-
sation Tzome Ixuk[2]
, se bat depuis 15
et domestique des
ctivement un centre
violences dans un
e Guatemala). Dans
ments de femmes
ovimiento indepen-
o de derechos de la
a Marche mondiale
ofemo et le collectif
obilisent régulière-
ux femmes, contre
sation. En 2010 ces
rches de résistance
rez) jusqu'à la fron-
la violence féminis-
re dernier, pour la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, elles ont manifesté pour la dépénalisation de l'avortement, contre la mort des femmes en couches et la discrimination des femmes indigènes dans l'accès aux hôpitaux, ainsi que contre le dépouillement des terres par les multinationales et son impact sur la vie des femmes paysannes.

Contre la militarisation, l'État sécuritaire et les prisons

Alors que le Mexique est devenu, sous le coup de la politique du tout sécuritaire du gouvernement Felipe Calderon (PAN), une sorte de vaste opération policière et militaire sous couvert de combat contre le narcotrafic – ce qui ne fait que gonfler le commerce d'armes et l'industrie sécuritaire – des mouvements contre la militarisation se sont renforcés, en particulier le mouvement national Caravane pour la paix et la justice, initié début

... suite page 8

Qui a entendu un jour parler du Honduras ?

Pays d'Amérique centrale, le Honduras est un territoire historique de l'impérialisme étasunien qui y a installé ses bases militaires et sa United Fruit Company (Chiquita) depuis un bon siècle. C'est notamment du Honduras que la CIA a orchestré le coup d'État au Guatemala en1954, puis organisé la répression et les contras au Nicaragua et au Salvador.

Le Honduras est le deuxième pays le plus pauvre du continent après Haïti, mais ô combien riche et stratégique (mines, forêt tropicale, fleuves, haute biodiversité, deux sorties maritimes, plages touristiques, sites archéologiques mayas et abondante main-d'oeuvre pauvre, noire et indigène). Comme ses pays voisins, le Honduras connu des luttes armées et clandestines dans les années 1960 et 1970, mais qui furent neutralisées par la politique de terreur et de contre-révolution des années 1980.

Toutefois, dans les années 1990, alors que justement pas très loin le soulèvement indigène au Chiapas, et plus largement les luttes indigènes dans toute l'Amérique latine, redessinaient la carte des mouvements sociaux[1], de nouvelles luttes ont émergé aussi au Honduras. En 1996, une immense marche indigène sur la capitale marqua un sursaut de la contestation populaire et l'émergence de formes différentes d'organisation, portée notamment par des populations noires et indigènes, par des mouvements féministes et écologistes. Ces luttes s'inscrivaient dans la confrontation des offen-

... suite page 9

DE LAMPEDUSA A ROSARNO : EUROMIRAGE

Présentation en présence de l'auteur du livre. Discussion et table de presse, le mercredi 14 décembre à L'Espace autogéré de Lausanne. Organisé par Longo Maï et le Forum Civique Européen.

"Ce qui s'est passé en Calabre, à Rosarno, dans les journées d'émeutes de janvier 2010, n'est pas un simple bégaiement de l'histoire à ranger dans les oubliettes de la mémoire où finissent les faits divers. A travers les trois jours de violences racistes et de lynchages qui ont ensanglanté cette bourgade rurale de 15.000 habitants, c'est tout un processus de dégradation des rapports socio-économiques qui se démasque et se banalise. Il faut y voir l'une des résurgences chroniques du traitement que l'on réserve systématiquement aux immigrés dans tous les pays membres de l'Union européenne, partout où les impératifs de la croissance et du profit drainent une main-d'œuvre bon marché.

Certes, le scénario catastrophe mis en scène dans cette région de la péninsule a pris une tournure spectaculaire ; l'ampleur de la « chasse au nègre » dans ce « pogrom » anti-africain a mobilisé les médias et l'opinion nationale et internationale pour ou contre les protagonistes du conflit. Bien que le bilan ne dénombre pas de morts d'hommes – un miracle dû à la promptitude relative des forces de l'ordre et peut-être même à une tactique ponctuelle de la 'ndrangheta – l'affaire a acquis très vite une dimension renvoyant en amont à toute une chaîne de causes et de responsabilités. A peine amorcé le reflux de l'émotion effervescente des quotidiens et des journaux télévisuels, l'auteur, Jean Duflot, a jugé nécessaire de diligenter une enquête qui s'efforcerait de mettre à plat les rouages de ce drame exemplaire."

19h00 Bouffe pop : soupe et salade - 20h00 Présentation / discussion

SOIRÉE DE SOUTIEN POUR UN ESPACE LIBERTAIRE À VALPARAISO (CHILI)

Le « Centro Social Flora Sanhueza » est un projet qui a vu le jour en janvier 2011 dans un quartier populaire de Valparaiso. Ce projet collectif oriente ses objectifs autour du travail territorial et de la diffusion de la pensée critique. Sa méthode de travail repose sur l'assemblée en tant qu'instance horizontale, afin d'affirmer un espace de convergence et de régénération communautaire pour pouvoir tisser des liens solidaires de lutte et d'organisation. Les priorités sont la mise en place d'un réseau et d'une pensée libertaire tout en maintenant une position autogérée et critique à l'égard des instances gouvernementales ou de n'importe quel parti politique. Le centre organise (entre autres) des ateliers, des discussions, des manifestations. Il a également mis sur pied une bibliothèque, qui compte à l'heure actuelle 250 livres, tous provenant de dons.

Le samedi 14 janvier 2012 à l'Espace autogéré de Lausanne, nous organisons un soutien afin de permettre l'envoi de plusieurs livres en espagnol et réunir quelques pesos pour soutenir le projet.

Amenez vos livres (en espagnol) si vous en avez !

16h00 Présentation du centre et des luttes qui s'y mènent / projections / infokiosque 20h00 Bouffe pop chilienne - 22h00 Concerts : Pierre Audétat (sampling live et projection) **/ Dragos Tara & AbSTRAL compost** (indus contrebasse rap) + **groupe surprise**

Qui entend encore parler du Chiapas aujourd'hui ? *(suite de la page 6)*

2011 et qui rassemble aujourd'hui de nombreuses organisations autour d'une résistance commune contre la violence de l'État et du crime organisé. Par ailleurs, d'importants mouvements dans les Etats de Oaxaca, de México et du Chiapas poursuivent leur lutte pour la libération des prisonnières et prisonniers politiques et contre les prisons. Début novembre s'est achevée une grève de la faim de 39 jours conduite par 8 détenu-e-s dans les centres pénaux de San Cristóbal et Motozintla pour leur libération et pour dénoncer les conditions de détention. Par ailleurs, une initiative inédite a surgi récemment à San Cristóbal : un collectif de femmes ex-détenues et de soutien avec des détenues s'est constitué. Le collectif organise un accompagnement juridique et psycho-social des détenues, des ateliers dans les prisons, soutient la construction de l'autosubsistance économique des détenues et met actuellement sur pied une Casa Hogar, probablement bientôt nommée « Casa cereza[4] », qui est une maison d'accueil auto-gérée par et pour des ex-détenues dans le but de rompre leur isolement et d'organiser collectivement leur vie et leurs activités une fois dehors.

Ces quelques exemples de mouvements sont moins médiatisés et moins forts que ne l'était dans les années 1990 et 2000 la large coalition de la société civile zapatiste. Les migrations forcées, la violence économique et la répression minent les luttes et aujourd'hui la survie individuelle prend souvent le dessus sur l'organisation collective : des femmes paysannes en lutte sont contraintes par exemple de devenir vendeuses ambulantes, de vendre un lopin de terre ou leur force de travail domestique aux patronnes des villes, pour presque rien. Mais les résistances existent et continuent de construire, à leur échelle, l'autodétermination envers et contre tout.

1. Ville de près de 100.000 habitant·e·s, dont la moitié environ est une population indigène (tzotil et tezltal principalement), San Cristóbal est située dans la région des Hautes terres du Chiapas (sud-est du Mexique, frontière avec le Guatemala). Cette ville de style colonial, caractérisée par la présence historique d'une élite raciste qui se revendique du passé colonial, a été l'un de centres névralgiques du soulèvement de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) en 1994.

2. « Femmes organisées » en tojolabal, l'une des langues et cultures indigènes du Chiapas.

3. Assassinats de femmes, selon un schéma systématique, organisé et massif, et sur la base d'une idéologie misogyne et patriarcale. Les féminicides sont particulièrement meurtriers aux frontières et dans les zones franches des « maquiladoras » (usines délocalisées), notamment à Ciudad Juarez, mais aussi au Guatemala et au Honduras dans ces mêmes zones, ainsi que dans la région frontière du sud du Mexique (Tapachula, côté pacifique, important passage du trafic de migrant·e·s et de la prostitution).

4. Cereza: cerise en espagnol, réappropriation de l'appellation CERESO : Centro de Readaptación Social, établissement carcéral des entités fédérées (États) du Mexique.

Pour plus d'infos, voir notamment:
http://chiapas.indymedia.org
http://www.puchica.org
http://www.copinh.org
http://resistenciahonduras.net
http://www.ofraneh.org/ofraneh/index.html

RENCONTRES INTERNATIONALES ANARCHISTES 2012

Du 9 au 12 août 2012 se tiendra à St-Imier (Jura Bernois, CH) une rencontre internationale entre libertaires de tout poils, ainsi que toutes personnes désirant faire connaissance ou connaître d'avantage les différentes mouvances anarchistes.

Ces rencontres internationales d'août 2012 seront l'occasion de faire le bilan de l'histoire du mouvement anarchiste, ses idées, ses réalisations, ses espoirs, ses défaites ; ce qu'il en reste aujourd'hui ; les combats qui sont les siens et ceux qu'il partage avec d'autres : antimilitarisme, antiracisme, antisexisme, autogestion, décroissance, éducation, féminisme, internationalisme, non-violence, etc.

Un certain nombre d'ateliers et de manifestations sont d'ores et déjà prévus : conférences historiques, conférences thématiques, théâtre, concerts, expositions, cinéma, salon du livre, radio. Cette manifestation internationale sera publique et se veut ouverte à l'ensemble du mouvement anarchiste international mais aussi à l'ensemble de la population, sans discrimination.

Contacter le Comité d'organisation des Rencontres Internationales de l'Anarchisme St-Imier 2012 : http://www.anarchisme2012.ch/

DÉCEMBRE

SAM. 3 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• **SISTERRRZ ON STAGE** - Soirée queer féministe mixte - 22H concerts : **GETHEN** (riot grrrl punk, Grenoble) + **BURNI AMAN** (hip-hop, South Africa) + **LAS CHIKITAS** (grungy punk, Loz-Genève) + **DJ'ANES** (thai-funk, electro-rock, Genève)

SAM. 10 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• 22H concerts : **UNVEIL** (modern hardcore, CH) + **THE BORING** (punk hardcore, F) + **CALL FOR BLOOD** (hardcore beatdown, CH) + **DJ'S FELIX & FIF ONE**

MER. 14 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• **DE LAMPEDUSA A ROSARNO : EUROMIRAGE**, présentation, discussion et table de presse autour du livre en présence de l'auteur Jean Duflot. Bouffe pop à 19H, présentation à 20H.

MER. 14 | LA HACHE

• concert 22H : **LOVGUN** (truc qui chie, F)

VEN. 16 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• 21h concerts : **ARKELION** (death metal mélodique, F) + **ANACHRONISM** (death metal technique, Loz) + **BLOODLOST** (trash metal, Sion) + **LOWGATE** (punk hardcore) + **DJ X-GORE** (all style)

SAM. 17 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• 22H : **SUPPORT OUTSIDAZ FACTORY!** sortie du book **ZEXKI CADAVRES EXQUIS** : dessins participatifs et projections, live et dj set **FOOD FOR YA SOUL (CH/BE) + CHIEF (CH) + WILLY SUNSHINE (CH).**

JANVIER

SAM. 14 | ESPACE AUTOGÉRÉ

• soirée de soutien pour un centre social libertaire à Valparaiso (Chili).
16H - présentation / projection / infokiosque, 20H - bouffe pop chilienne, 22H - concerts **PIERRE AUDÉTAT** (sampling live show visuel, CH) + **DRAGOS TARA & ABSTRAL COMPOST** (indus bass rap, CH) + **SURPRISE**

VEN. 20 | ESPACE AUTOGERE

• 22H : **THE SQUIDLING BROTHERS CIRCUS SIDESHOW** (cabaret punk trash, US)

FÉVRIER

SAM. 11 | ESPACE AUTOGERE

• soirée de soutien à Droit de rester : 20H bouffe pop, 22H concerts : **Sex, drugs & Rebetiko** (Rebetiko, Grèce) + **groupe surprise**

ACTIVITÉS

• **POTAGE DE PLOMBS'** - bouffe pop végétarienne-lienne, tous les jeudi à 20H. ESPACE AUTOGÉRÉ

• **CINÉBOUFFE** - bouffe pop et projection, trois premiers dimanche de décembre. Bouffe à 18H, projections à 20H. DÉZERT

ADRESSES

• LA HACHE, St-Martin 25, Lôz

• ESPACE AUTOGÉRÉ, César-roux 30, Lôz. www.squat.net/ea

• DÉZERT, Pierrefleur 72, Lôz

Qui a entendu un jour parler du Honduras ? *(suite de la page 7)*

sives néolibérales en Amérique latine, qui mirent en échec l'Accord de libre échange des Amériques (ALCA). Mais des plans et accords régionaux ou bilatéraux se sont alors imposés au cours des années 2000, notamment le Plan Puebla-Panama du gouvernement mexicain Fox (vaste opération d'infrastructures et de marchés à travers l'Amérique centrale) et le CAFTA-DR (Dominican Republic-Central America-United States Free Trade Agreement).

C'est dans ce contexte qu'en 2008, le gouvernement hondurien de centre-gauche Manuel Zelaya, sous la pression des mouvements populaires, a mis en place quelques réformes (comme le relèvement du salaire minimum) et conclu des accords de coopération avec Cuba et le Vénézuela. En juin 2009, ce gouvernement est renversé par un coup d'état militaire dirigé par le très riche entrepreneur et président de l'Assemblée Micheletti (Parti libéral). Un immense Front de la résistance résistance populaire contre le coup d'État s'est alors mobilisé et a lutté pendant des mois, en manifestant tous les jours dans les rues de tout le pays, pour demander non seulement la fin de la dictature, mais plus largement la refondation du pays à travers une nouvelle Constituante et de profondes transformations économiques et sociales. Les mouvements noirs et indigènes, ainsi que les mouvements de femmes, paysan·ne·s et syndicats de base ont été très présents dans cette lutte. Le Frente n'est pas parvenu à faire tomber Micheletti, mais a exercé une pression sur les organisations internationales, Micheletti ayant finalement organisé de nouvelles élections en 2010 (remportées par Porfirio Lobo Sosa, parti conservateur, actuellement au pouvoir).

Toutefois, alors que la « transition » est désormais acceptée par la communauté internationale, les pratiques violentes et la terreur de la dictature, les violations des libertés et des droits humains, la répression généralisée continuent de s'abattre contre les mouvements. Aujourd'hui le Frente s'est divisé, une partie du mouvement s'étant institutionnalisé en un parti d'opposition (Frente amplio) derrière l'ancien président déchu Zelaya, l'autre partie continuant sa lutte radicale. Cette frange du mouvement (organisations paysannes métisses, indigènes et noires, organisations populaires de base, organisations de femmes, certains syndicats de base) est actuellement dans le collimateur de la violence étatique, qui tue une vingtaine de personnes chaque jour (des communicateurs·trice·s de radios libres, des syndicalistes, des paysan·ne·s, ...) dans la plus totale impunité et dans le silence des médias internationaux. En septembre dernier, la résistance populaire a organisé une rencontre anti-militariste dans la région de fortes luttes agraires ultra réprimées du Bajo Aguan, où des dizaines d'organisations se sont retrouvées pour s'opposer à la présence de l'armée.

1. Notamment dans le cadre des luttes contre la célébration officielle par les États de l'anniversaire de la « découverte » de l'Amérique en 1992, qui fut le moment du renforcement et de l'internationalisation des luttes indigènes jusque là plutôt régionales, et qui mit en avant des mouvements sociaux liés à la terre, à la souveraineté alimentaire, à l'expérience communautaire paysanne indigène, en rupture avec des centrales syndicales, des partis de gauche ou organisations agraires classiques.

Raie manta et la lutte du mouvement squat à Frib

Depuis septembre 2010, un groupe de personnes occupent des bâti ments vides à Fribourg dans l'objectif d'ouvrir un centre autonome et un lieu de vie. Le mouvement squat de cette ville est tellement mort depuis des années que peu se souviennent s'il y a vraiment eu des squats un jour à Fribourg.

La réaction des autorités a été on ne peut plus claire: à Fribourg, on construit des centres commerciaux, pas des zones de non-droit… D'abord sous prétexte d'insalubrité, puis sans aucun prétexte, les habitant·e·s ont été, à chacune des 7 occupations, expulsé·e·s très rapidement, que le propriétaire soit un privé ou l'État (dans un cas seulement).

SAMEDI 12 NOVEMBRE 2011

Une manif, qui défile sans intervention policière, en soutien au mouvement squat réunit 150 à 200 personnes à Fribourg. Suivie de concerts sauvages et de stands de bouffe sur la place Python, cette action nous permet de non seulement montrer qu'on ne va pas s'arrêter mais qu'en plus, on n'est pas tous seul·e·s !

Va falloir réagir !

Collectif Raie Manta

POUR UN CENTRE AUTONOME À FRIBOURG

Novembre 2011, le collectif Raie manta sort une brochure intitulé « Pour un centre autonome à Fribourg » qui rassemble plusieurs textes relatant la lutte qu'il mène depuis septembre 2010 pour la création d'une zone d'autonomie dans la capitale fribourgeoise. Témoignages, retrospective des actions, extraits des communiqués, entre autres.

A copier, à diffuser, à utiliser !

plus d'infos sur manta.ch.gg

En plus des 7 occup' de bâtiments, le groupe organise des occupations de places, des concerts sauvages, des apéros d'information et des concerts de soutien dans les espaces autonomes en Suisse qui l'accueillent à bras ouverts.

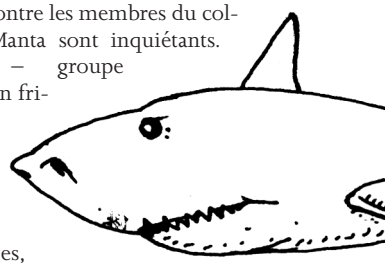
Fin septembre 2011, 28 personnes sont condamnées par ordonnance pénale à des amendes entre 200 et 1000.- francs et à des peines allant de 10 à 50 jours amendes. De plus 30'000.- de frais d'interventions policières sont à la charge des condamné·e·s. Une grande partie des condamné·e·s fait opposition et attendent maintenant un procès.

"Nous ne demandons pas de subsides, nous ne demandons pas d'animateur ni d'animatrice socio-culturel·le financé·e par la ville pour nous « gérer », nous ne demandons pas d'être recensé·e·s par le bureau du tourisme fribourgeois, nous ne demandons pas de passe-droits : nous demandons simplement un contrat de confiance, qui nous permette de faire vivre un bâtiment en attendant sa prochaine utilisation."

Impasse actuelle : la carotte et le bâton, ça coûte !

Jusqu'à présent les autorités (en la personne du préfet de la Sarine Carl-Alex Ridoré) nous ont répondu de deux manières. La première consistait à nous persuader par la discussion de rentrer dans le rang, d'entreprendre des démarches légales et standards (par exemple louer un endroit, ce qui nous aurait donc fait retomber dans la manière commerciale d'agir puisque nous aurions dû, pour payer le loyer, faire payer les utilisateur·trice·s de

nos activités, alors que de si nombreux bâtiments sont vides), d'intégrer les structures existantes et de nous en contenter ou simplement de prendre notre mal en patience en espérant qu'un jour un bâtiment nous tomberait du ciel. En cela consistait le fameux « dialogue constructif » dont se targuait si fièrement le préfet ; rien de moins qu'une tentative de nous faire oublier nos rêves et nos rages. Spécialiste en médiation, Carl-Alex Ridoré a renoncé à son rôle constructif dès que nous avons eu besoin de lui. Pour l'exemple : l'ancienne Clinique Garcia. Alors que sa capacité de « médiateur » aurait pu être favorable dans la discussion entre les occupant·e·s et le propriétaire (l'État de Fribourg), il s'est soudain retiré de la discussion sans autre forme d'explication. Peut-on appeler cela de la médiation ? Après cela, une fois que M. Ridoré a constaté notre refus d'abandonner nos projets ou de nous contenter du dysfonctionnement actuel de cette société qui ne nous convient pas, est venue la deuxième réponse : la répression froide, brutale et surtout disproportionnée. La violence et les moyens disproportionnés utilisés contre les membres du collectif Raie Manta sont inquiétants. Le GRIF – groupe d'intervention fribourgeois, créé pour gérer des situations de prise d'otages, de terrorisme – est régulièrement envoyé sur les lieux des occupations. A part se débattre, aucun·e squatteur·euse n'a encore jamais utilisé de violence physique à l'encontre des agent·e·s de la police. Le plus grand délit commis est « violation de domicile ». Pourtant l'utilisation massive de gaz au poivre, de lacrymos, de coups de matraque (une main cassée) de la part de la police est monnaie courante. Les coûts des interventions policières massives (60 agent·e·s et 10 pompiers pour l'évacuation de 7 squatteurs et squatteuses à l'ancienne Clinique Garcia selon la presse ; mobilisation massive pour les 4 évacuations précédentes ; l'élévation de barricades de la Clinique Garcia, de l'espace Boxal, les n° 24-26 de la rue de l'Industrie murée, les frais de surveillance 24h/24h par des agents de société de sécurité privée (jusqu'à 2 semaines de présence permanente de 2 agent·e·s sur le site de Boxal, les systèmes d'alarme installés avec notamment des détecteurs thermiques) sont énormes. Pour faire bonne figure auprès des honnêtes gens qui paient leurs impôts, la justice nous condamne à payer les frais de ces interventions disproportionnées en plus des amendes et des peines avec sursis, tout en sachant qu'il y a peu de chance que les personnes concernées puissent rendre à l'État son investissement...

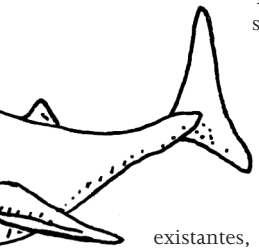


Où sont les politiques ?

Tant la discussion que la répression sont deux outils qui ont le même objectif : nous décourager et étouffer toute tentative de s'organiser entre nous afin de sortir des rapports marchands et de domination. Jamais n'a été reconnu le droit d'avoir envie de créer quelque chose de différent, jamais n'a été imaginé laisser un appel d'air,

ourg

de laisser de la place pour une vraie émergence sociale. La réponse est claire : Non, vous n'avez pas le droit d'aspirer à autre chose que d'aller consommer sous l'œil des caméras, que d'aller travailler et de finir votre journée devant la télévision, travaillez, consommez, fermez-la et laissez nous contrôler ce monde ! Tel a été le murmure que les politicien·ne·s de tous bords nous ont adressé.



Le lieu que nous proposons de créer s'adresse à tous et toutes, et particulièrement aux personnes qui pour des raisons de budget, d'idéologie, de pratique, sont exclues, volontairement ou non, des structures existantes, n'ont pas accès ou ne se retrouvent dans aucun lieu existant. Est-ce qu'on considère que ces personnes n'ont pas à exister, se cultiver, se rencontrer, se divertir, s'organiser ? Jusqu'à présent, les responsables politiques ont délégué unilatéralement le règlement des problèmes que nous soulevons au chef de la police. Nous prétendons au contraire que le problème est de nature politique. Comme nous le voyons dans différentes villes (Lausanne, Zurich, Bienne), la marge de manœuvre dans la mise en œuvre des lois existe. Il est possible, sans que la ville se transforme en lieu ingérable pour les autorités, de laisser des appels d'air pour que l'émergence puisse se faire. C'est même souhaitable si on ne veut pas que la ville se transforme en un lieu ingérable. Le préfet et les autorités politiques doivent entrer en matière, nous laisser réaliser nos projets différents basés sur la convivialité, la solidarité, les échanges humains et la culture non-commerciale. Car nous sommes bien décidé·e·s à relever le défi du rapport de force qu'on nous oppose et à ce stade-là, la paix sociale n'est pas garantie.

En avril 1995, des squatteur·euse·s genevois·e·s écrivaient: « il reste une certitude, nous continuerons, nous ne sommes pas un modèle culturel ou alternatif, la prison ne nous fera pas reculer, les évacuations non plus. Nous demandons l'impossible, l'abolition de l'absurde, l'ignorance des lois, la distributions gratuite du bonheur, la poésie cotée en bourse, pas la lune mais Neptune, notre libération de la domestication, le retour de Calvin en majorette... que l'eau des fontaines soit remplacée par du vin clairet... Nous avons le choix entre créer un parti et exiger ». Nous allons continuer à exiger.

Collectif Raie Manta

RAILS DE FER :
CFF, VERS UNE NOUVELLE POLITIQUE TOUJOURS PLUS RÉPRESSIVE

Dès le 11 décembre prochain, les prix augmenteront encore et il ne sera plus possible d'acheter son billet dans les trains Intercity. Désormais, un bagage sur un siège vide sera sanctionné. Apparemment, il est devenu compliqué pour les contrôleur·euse·s de passer en revue tou·te·s les passager·ère·s, disent les CFF. « C'est que le nombre de voyageurs augmente rapidement et nous perdons ainsi plusieurs millions de francs par années », ajoutent-ils.

Voyager dans les transports « publics » en Suisse est un luxe. Nous ne payons pas que le déplacement d'un point A à un point B, nous payons aussi pour être dans un train de plus en plus technologique, inconfortable et aseptisé, où défilent des contrôleur·euse·s frustré·e·s qui se plaisent à faire régner l'ordre. Nous payons encore pour avoir des flics armés qui veillent sur nous pendant notre voyage et pour rester debout en deuxième classe quand la première est vide.

Au lieu d'introduire des réglements répressifs et ridicules de ce genre, il serait peut-être plus intelligent de remplacer les wagons première classe par des wagons deuxième classe, susceptibles de se remplir et encourager l'usage des transports en commun en appliquant une politique de prix abordable, voire de gratuité. Mais on le sait déjà, les CFF, ça rapporte, pas question de briser le cercle vicieux du confort, du progrès et du contrôle.

Et cette rumeur qui circule stipulant une volonté de leur part d'introduire une nouvelle base légale, qui permettra d'interdire l'utilisation des transports publics aux passager·ère·s récidivistes.

Voyager dans les transports publics ou pas ...

INFILTRATIONS

A GENÈVE AUSSI...

Début septembre, Le Courrier publiait la traduction d'un article de la WoZ dans lequel un type affirme avoir été payé par la police genevoise et par le service fédéral de renseignements pour infiltrer la gauche genevoise. Il a sévit, selon ses dires, à ATTAC et au GSSA entre 2005 et l'été 2007. Il se serait rendu à Heiligendamm et à Rostock et aurait participé à diverses réunions. Sur le web, on trouve effectivement des traces de sa présence au sein d'ATTAC Genève et des photos de lui déguisé en clown[1] à l'occasion d'une action du GSSA contre le WEF début 2007.

Deux choses étonnent : la totale indifférence des organisations infiltrées et le mode de recrutement. ATTAC, par la voix du syndicaliste Alessandro Pelizzari, a annoncé qu'elle n'investiguerait pas plus et ne porterait pas plainte. Le même Pelizzari a refusé de confirmer le nom de l'indic à des militantes dont les groupes auraient pu être également infiltrés. C'est sans doute que, pour ATTAC, lorsque les infiltrations sont le fait de la police et non d'un groupe privé, elles participent du renforcement des services publics qui constitue le programme essentiel de cette organisation... Quant au recrutement de cette taupe genevoise, il se serait effectué dans la cour de son gymnase, par une camarade de classe ! La police genevoise nie évidemment tout en bloc.

1. Voir les photos ici: http://ch.indymedia.org/fr/2011/09/83063.shtml

The Tottenham Chronicles

Cet article est extrait de la brochure « The Tottenham Chronicles » paru en octobre 2011, regroupant une série de textes sur les émeutes d'août 2011 qui ont eu lieu au Royaume-Uni. « Ce recueil n'est rien d'autre qu'un modeste geste de solidarité avec les prolétaires révoltés d'Angleterre et d'ailleurs, ainsi qu'avec tous ceux qui se font attraper par les griffes de la répression », des mots des auteurs de cette brochure.

L'article complet et les sources d'informations sont disponibles dans la brochure consultable en ligne sur www.infokiosques.net ou à l'Espace autogéré de Lausanne.

Nouvelles technologies + police + citoyenneté = répression 2.0

Si un saut qualitatif et quantitatif a pu être observé du côté de la répression suite aux émeutes de début août en Angleterre, si la répression qui s'est abattue sur une partie de la population a pu nous donner des impressions de déjà-vu à travers des films de science-fiction ou des romans d'anticipation, nous ne voulons pas développer la question ici pour nous scandaliser de nouvelles pratiques, car celles-ci ne font qu'accompagner la vieille réaction bourgeoise envers les « classes dangereuses ». Si les pratiques policières se modernisent avec le développement des outils de communication et des moyens technologiques de contrôle, le discours du pouvoir reste sensiblement le même depuis des siècles : il faut mater la rébellion, celle-ci n'a aucune légitimité et doit être combattue et punie coûte que coûte.

Les déclarations du premier ministre David Cameron rappellent celles des gouvernants de tous temps et de toutes régions du monde quand ils se trouvent face à une situation d'émeutes généralisées. La crainte d'un soulèvement qui dure et qui prend de l'ampleur s'accompagne alors de phrases choc qui stigmatisent et menacent les révoltés. Le 11 août, Cameron affirme qu'il ne s'agit « pas de politique, ni de manifestations mais de vol », façon classique de diaboliser et ridiculiser la portée profondément sociale et politique des événements. Ce à quoi il ajoute : « Nous ne laisserons pas un climat de peur s'instaurer dans nos rues ». Lors du même discours, Cameron évoque la possible présence de l'armée pour faciliter les opérations de police si jamais la situation venait à s'éterniser... C'est notamment dans ces moments que la guerre de classe saute aux yeux, lorsque le pouvoir, lui, n'a aucun scrupule à définir deux camps, et à faire comprendre que les émeutiers sont des ennemis de l'intérieur du pays.

Des ennemis à punir par la prison, bien sûr, mais qui peuvent aussi être déchus de leurs droits sociaux. Au lendemain de ses déclarations guerrières, David Cameron a estimé que les personnes impliquées dans les émeutes devaient être expulsées de leur logement social. Par ailleurs, une pétition électronique, lancée le 9 août par un député conservateur, demande que les « casseurs » soient privés de leurs droits sociaux. Cette pétition a recueilli en quelques jours plus de 160 000 signatures et devait être examinée en septembre par le Parlement. Nouvel instrument de la démocratie participative en Grande-Bretagne depuis le mois de juillet, l'e-pétition (epetitions.direct.gov.uk) est automatiquement soumise aux députés lorsqu'elle recueille plus de 100 000 signatures. « Les contribuables ne doivent pas financer ceux qui ont détruit des biens, des commerces, qui ont volé leur propre communauté et n'ont montré aucune reconnaissance pour les aides que leur offre leur pays, détaille la pétition. Ce mois d'août aura été l'occasion pour le gouvernement britannique de se poser moult questions concernant la liberté de communiquer et de s'exprimer via les « réseaux sociaux » de ce début de troisième millénaire, passant surtout par Internet mais aussi par téléphones portables ou objets hybrides équivalents.

David Cameron, lors de sa journée de discours du 11 août, a précisé ceci : « Lorsque les gens utilisent les réseaux sociaux pour des actions violentes, nous devons les en empêcher. Nous travaillons avec la police, les services de renseignement et les industriels pour étudier la manière dont nous pourrions empêcher ces personnes de communiquer via ces sites et services lorsque nous savons qu'ils préparent des actes criminels ou violents. » Le même Cameron, justifiant son parti-pris avec un moralisme affligeant : « Tous ceux qui ont été témoins de ces actes atroces seront frappés de constater comment ils ont été organisés par le biais des réseaux sociaux. La libre circulation de l'information peut être utilisée pour faire le bien. Mais elle peut aussi servir pour faire du mal. » Autrement dit, quand en Tunisie et en Libye, Ben Ali et Khadafi font tout pour bloquer Facebook et autres sites Internet dans une période de soulèvement populaire, on hurle à la dictature, mais quand une vieille démocratie européenne telle la Grande-Bretagne propose la même chose en période d'émeutes, on ne s'offusque pas car il s'agit, pour reprendre les termes de David Cameron, de « restaurer la société morale ». La très démocratique « liberté d'expression » reste, ici et ailleurs, une vaste supercherie, qui fonctionne seulement quand tout le monde file droit.

La même semaine, la police a interpellé plusieurs utilisateurs de Twitter et de Facebook, accusés d'incitation à la violence... Le 16 août, dans le nord-ouest de l'Angleterre, deux personnes ont été condamnées à quatre ans de prison pour incitation aux troubles via les réseaux sociaux. Jordan B., 20 ans, avait créé le 9 août un événement sur Facebook intitulé « Détruire la ville de Northwich ». Le deuxième accusé, Perry S-K., 22 ans, avait, lui, appelé à une émeute dans son quartier à Warrington, en ouvrant une page Facebook intitulée « Organisons une émeute ». Alors qu'aucun incident n'a été signalé dans ces deux localités, les deux accusés ont été lourdement condamnés pour avoir, selon le procureur du tribunal de Chester, « utilisé Facebook pour organiser et orchestrer des troubles graves au moment où de tels incidents se produisaient dans d'autres régions du pays ».

Malgré ces condamnations pour l'exemple, il semble que Facebook n'a que très peu été utilisé pour organiser les émeutes. A vrai dire, les traces laissées sur Facebook servent plus aux flics qu'aux émeutiers potentiels, avec les photos, les vidéos et les quelques mots qui y sont laissés...

Mais Facebook et Twitter, bien qu'ouvertement aux mains d'entreprises capitalistes, ont, en tant qu'outils de communication de plus en plus massivement utilisés, un potentiel important de diffusion d'informations par les usagers eux-mêmes. Et si l'usage de ces outils dépasse ce pour quoi ils sont prévus légalement, pour Louise Mensch, députée conservatrice britannique, il n'y a pas besoin de se prendre la tête : « C'est une question de bon sens. Si les émeutes et la peur se propagent sur Facebook et Twitter, fermons-les pendant une heure ou deux, puis remettons-les en ligne. Le monde ne va pas imploser. » Pour elle aussi, le parti-pris est clair et net, « la principale raison pour laquelle il serait bon que le gouvernement dispose d'un "bouton d'urgence" pour couper les réseaux sociaux serait de faciliter le travail de la police ».

Plutôt que Facebook ou Twitter, les gadgets technologiques qui ont pu servir de moyen d'organisation d'actions lors des émeutes sont plutôt les téléphones portables, que ce soit par SMS ou communication vocale, en particulier les fameux BlackBerry et leurs messages cryptés (BBM). Le 9 août, David Lammy, député de la circonscription de Tottenham, a d'ailleurs demandé au gouvernement et à Research In Motion (RIM), le constructeur des BlackBerry, de bloquer le service de messagerie.

Le 25 août, le gouvernement britannique a réuni des responsables de Facebook, Twitter et BlackBerry pour évoquer le rôle des réseaux sociaux dans les émeutes du mois d'août. Les discussions, menées par la ministre de l'Intérieur Theresa May, « ont porté sur la façon dont le système judiciaire et les réseaux sociaux peuvent consolider les relations existantes (...) pour éviter que les réseaux sociaux ne soient utilisés à des fins criminelles ».

Le 15 septembre 2011, Stephen Bates, directeur général de RIM déclare aux parlementaires britanniques être disposé à couper les services de communication BlackBerry en cas de criminalité de masse (donc d'émeutes) ou de menaces terroristes : « De notre point de vue, nous respectons la loi et si la justice demande de fermer les réseaux de communication mobiles [...], nous nous y plierons et nous travaillerons avec les opérateurs de télécommunications pour les aider à respecter leurs obligations telles qu'elles sont définies par la loi. » Et en plus de cet engagement très citoyen, RIM a fait savoir qu'il peut révéler à la police les noms des utilisateurs de BlackBerry et leurs contacts présents à un certain moment et à un endroit précis.

D'ores et déjà, suite aux émeutes du mois d'août, les responsables de BlackBerry et Facebook ont reconnu avoir répondu positivement aux sollicitations de la police, sans donner de détails sur le genre d'informations lâchées aux flics.

[...]

Zanzara Athée - sptembre 2011